|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Matrice des résultats UNDAF + : Axe 1 Paix, Sécurité et réconciliation** | | | | | |
| **Priorité nationale**: Restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l’ensemble du territoire national ; mise en œuvre d’une politique active de réconciliation nationale | | | | | |
| **Effets UNDAF** | **Indicateurs, lignes de base, Cible** | **Moyens de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Rôle des Partenaires** | **Ressources indicatives** |
| ***Effet 1: La paix et la stabilisation sont assurées à travers un dialogue politique inclusif, une réforme des institutions concernées et la promotion d’une coexistence pacifique et le respect des droits humains***  **Lead : Gouvernement**  **Co-lead : Division SSR/DDR, PAD**  **Autres** : Médiation, Affaires Civiles, UNDP, UNODC, UNMAS, UNPOL, UNICEF, HRD, Genre, IOM, ONUFEMMES | # instances d’insécurité dans le nord (lié au conflit armé, terrorisme, crimes,)  Base 2013 : Intensité conflit actif et actes terroristes ;  Cible 2019 : Perception stabilisation et réconciliation  # victimes d’incidents explosifs  Explosifs : Base 2013: 44; cible 2019 : 0  Degré d’exécution de l’Accord de Paix global  Base: N/A; Cible: à déterminer  # de réfugiés/déplacés internes (désagrégés par refugié/PDI et par région)  Base: 140,033 réfugiés, 126,249 PDI (31 juillet 2014); Cible: 0  Nombre de violation des droits de l'homme liés au conflit et les violations du droit international humanitaire  Base: 2012-2014: 112 ; Cible 2019 : 0  Nombre d'incidents impliquant des violations graves contre les enfants touchés par les conflits armés  Base: 32, Cible : 0 | Accords sécuritaires et politiques  Rapports UNDSS,  Rapports JMAC, JOC, UNDSS, UNPOL, Force, Civil Affairs et Droits de l’homme  UNMAS base de données  UNDSS base de données  Plan décennal de la réconciliation  Plan d’action d’exécution de l’Accord ; revues  CMP  Base de données section des droits de l’homme | Faible engagement  Inflation ex-combattants  Perceptions biaisées  Projets fragmentées, non coordonnées/synchronisés  Exclusion/Indifférence  Réticences du GdM et Confiance des Partenaires  L'accès limité empêche une vérification indépendante par la section droits de l’homme | Mise en œuvre,  Coordination,  Infrastructure  Financement,  Contribution aux Renforcement des Capacités/Formation  Suivi et rapportage  WB, MISAHEL, EUTM/EUCAP, Ambassades, Force  Suivi et rapportage |  |
| **Produit 1 Dialogue politique / médiation:**  Les mécanismes de dialogue politique et de médiation inclusifs sont améliorés à travers le renforcement des capacités techniques des institutions gouvernementales et des autres acteurs nationaux y compris les groupes armés | **Indicateur 1.1** Nombre d’institutions nationales renforcées (ministères, partis politiques, institutions spécialisées) pour la gestion des conflits et la promotion de la paix et la réconciliation  Base: 0 ; Cible: 2 institutions (par année)  **Indicateur 1.2** Nombre d’actions prises dans le cadre de l’application l’Article 21 de l’Accord préliminaire de Ouagadougou dans le contexte de l’Accord de Paix global  Base: 6/an ; Cible: 18/an  **Indicateur 1.3** Nombre d’organisations de la société civile, y compris les jeunes et les groupes de femmes / dirigeants, soutenus par les Nations Unies pour participer au dialogue politique au cours de toutes les phases du dialogue politique  Base: ?; Cible: 2 organisations par thème  **Indicateur 1.4**  % de groupes thématiques participants aux négociations qui ont une représentation des femmes d’au moins 30 %et médiation au sein des commissions  Base: 0 ; Cible: 100%  **Indicateur 1.5** % Engagements en matière de RH dans l'accord de paix mis en œuvre  Base: 0 ; Cible: 50%  **Indicateur 1.6** Nombre de régions et de cercles ou de séances de restitutions ont étés organisées  Base : 0 Cible : 9 régions et 49 cercles  **Indicateur 1.7** Nombre de stratégies et de plans d’action développés par le Min de la Réconciliation  Base : 0 Cible : 2 stratégies ; 2 plans d’action | Code Cables O/SRSG  Minutes des réunions du CSE et CTMS  Documents / analyse des ateliers thématiques sur la base de 5 thèmes de la feuille de route  Documents issus de Pad et / ou des ateliers de CAD- organisés  Rapports des mécanismes internationaux des droits humains  Rapports d’activités/ Rapports de projets  Document de la stratégie et du plan d’action du MRN | Faible engagement par les deux parties dans le cadre du processus de paix  Détérioration de l'environnement politico-sécuritaire  Exclusion de certains groupes du processus de dialogue inclusif  Faible engagement pour la promotion des droits de l’homme  Les organisations de la société civiles existantes sont politisées  L’accès aux communes est limité  La sécurité volatile | Appui technique  Suivi et analyse indépendante  Formations et appui logistique et technique OSC et MRN |  |
| **Produit 2.Secteur de la sécurité** :  Le secteur de la sécurité est renforcé par la mise en œuvre de la politique nationale de la réforme du secteur de la sécurité, y compris la lutte contre les crimes transnationaux | **Indicateur 2.1** Taux d’exécution des actions inscrites dans le Plan National RSS 2015-2019  Base : 0 ; Cible 100%  **Indicateur 2.2** Nombre d’inspections effectuées par an par les institutions de contrôle sur les forces de Défense et de Sécurité  Base : 0; Cible : 4 par an  **Indicateur 2.3** Proportion de plaintes contre les forces armées et de sécurité maliennes qui sont traitées à terme par le système de justice formel  Base : 5% Cible: 50%  **Indicateur 2.4** Nombre des lois évaluées en vue de vérifier leur conformité avec les conventions internationales en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles additifs, le trafic de drogue, le terrorisme et la corruption  Base 0 – Cible 6  **Indicateur 2.5** Nombre des structures Spécialisées créées et formées enmatière de police judiciaire pour faire face aux problèmes de la criminalité organisée transnational  Base : 1 (Office central des stupéfiants) , Cible :3 (criminalité organisée , terrorisme, criminalité économique et financière)  **Indicateur 2.6** Les capacités de coopération internationale, en matière de lutte contre la criminalité transnationale, renforcées et harmonisées avec l’implication de tous les services de sécurité concernés à savoir la police, la gendarmerie nationale et la douane Base 1 (police) Cible 2 (gendarmerie et douanes)  **Indicateur 2.7** Nombre des postes frontières aériens, terrestres et maritimes (port sec de Bamako) dont les capacités ont été renforcées sur le plan opérationnel et technique.  base 2 cible 9 postes frontières***.***  **Indicateur 2.8** Nombre de forces armées et de sécurité maliennes formées en droit international des droits de l’homme et principes humanitaire  Base: 2013-2014 : 4,100 , Cible: 10,000 | Actes administratifs du Gouvernement et des Institutions de Sécurité (décrets, arrêtés ministériels, rapports d’inspection annuels, rapports d’activités annuels, audits du VGE, etc.)  dossiers judiciaires  Suivi et évaluation    Les comptes rendu d’activité adressés au bureau régional UNODC  Les inspections faites par ce bureau et par le siège de l’UNODC à Vienne.  Les rapports d’activité de l’UNODC qui font l’objet d’une diffusion publique. | Chaque Ministre met en œuvre un plan sectoriel RSS dans son département sans coordination avec les autres.  Financements nationaux ou ceux des partenaires insuffisants pour soutenir le processus RSS national.  Bien que formés, les membres de la Commission Défense et Sécurité ne mettent en œuvre leurs prérogatives de contrôle parlementaire.  Les forces de défense et de sécurité refusent de se soumettre au contrôle parlementaire.  Les résultats du contrôle parlementaires des forces de défense et de sécurité ne sont pas suivis de mesures et de recommandations concrètes pour le Gouvernement.  Réticence de certains services actuellement compétents de se dessaisir au profit du groupe d’investigation spécialisé, notamment en matière de terrorisme  La non disponibilité de locaux adéquats pour abriter ce laboratoire, sachant que les locaux de la PTS doivent être isolés selon des normes qui permettent la préservation des preuves  Le risque que certains services ne veulent pas travailler dans le cadre d’équipes conjointes pour éviter la pluralité des contrôles | Plaidoyer auprès du Gouvernement pour l’adoption d’un plan RSS national  Participation de la MINUSMA et des partenaires internationaux dans les groupes de travail sur la RSS mis en place par le Gouvernement.  Financement  Formation des parlementaires.  Appui budgétaire de la Commission pour la réalisation des missions de contrôle.  Plaidoyer auprès du Gouvernement pour la lutte contre l’impunité.  Appuyer cette approche de la création de ces services spécialisés en raison de leur utilité.  Participer au financement de l’aménagement du local, de l’achat du matériel et la formation du personnel.  A défaut accréditer leurs experts pour la conception et le développement informatique de tels outils | Budget RSS 2014-2015  Financement des partenaires.  Fonds QIPs.  Fonds PBF  Trust Funds |
| **Produit 3.DDR/Réinsertion*:***  Les capacités techniques, logistiques et institutionnelles de la Commission nationale de DDR et des acteurs concernés sont renforcées pour la mise en œuvre d’une démobilisation et d’une réinsertion inclusive (ex-combattants, milices et groupes d’auto-défense, communautés et groupes vulnérables, notamment les enfants) | **Indicateur 3.1** Nombre d’ex combattants cantonnés  Base : 0 ; Cible : 6000-10000  **Indicateur 3.2** Nombre d’ex éléments des groupes armés, personnes associées (y compris femmes, hommes, enfants, handicapés, et membres des communautés) ayant été enregistrés et ayant bénéficié des projets de Réinsertion  Base : 0 ; Cible : 8000-10000  **Indicateur 3.3** Nombre de sites de cantonnement construits/réhabilités  Base: 1 ; Cible : 8  **Indicateur 3.4** Nombre des femmes prises en compte dans les programmes spécifiques de réhabilitation  Base: 0 ; Cible : à préciser après les négociations  **Indicateur 3.5** % d’ex combattant étrangers et dépendants rapatriés  Base: 0 ; Cible : 100%  **Indicateur 3.6** Nombre d’enfants associés aux groupes armés relâchés et réunis avec leurs familles  Base: 0 ;  Cible : à préciser après les négociations | PV de réunions  Rapports d’activités (EMOV, ERS réf Mode opératoire cantonnement)  Accord global de Paix pour définir la cible finale  Revue et rapports Programme national DDR  Rapports de la Section DDR  Photos  Rapport des opérations d’enregistrement/démobilisation (base de données)  Liste des bénéficiaires aux projets  PV des réunions des comités locaux de projets | Faible volonté politique des parties pour sa mise en place/Non inclusion de certains groupes dans la commission  L’exclusion de  la communauté dans la réinsertion  Absence d’accord entre les parties sur le DDR ou manque  de financement  Les Groupes Armes ne présentent pas les vrais combattants et leur armement.  Situation politique et sécuritaire instable  Faible taux de participation des populations cibles aux projets de réinsertion dû au manque/insuffisance de financement  Difficulté à mettre en place le comité local de projet à cause de l’absence des autorités locales  Partenaires de mise en œuvre insuffisants  Faible coopération des chefs de groupes armes à libérer les enfants soldats, ce qui peut mener à une lenteur du Processus de réunification familiale. |  |  |
| **Produit 4** : **réduction des** **risques explosifs*:***  Les risques explosifs sont réduits à travers une capacité nationale et communautaire renforcée. | **Indicateur 4.1** Nombre d’équipes/d’effectifs des FDSM formés et équipés  Base 2014: 2 équipes de 6 membres; cible 2019 : 12 équipes de 6 membres  **Indicateur 4.2** Nombre interventions des équipes FSDM sur terrain  base 2014: 0; cible 2019 : 200 par an  **Indicateur 4.3** Nombre de personnes ayant reçu une éducation au risque  Base : 228,959 (juillet 2014) ; Cible : 600,000 | Rapports de formation ;  PV de transfert d’équipement  Compte rendus d’interventions  Base de données des personnes ayant reçu une éducation au risque (MRE/UNICEF) | Situation sécuritaire dans le Nord  Engagement insuffisant des acteurs nationaux  Manque de ressources pour la mise en œuvre des activités | Financement pour les opérations de dépollution et de déminage; financement pour les activités de formation y compris les équipements; interventions de sensibilisation  Assistance à la mise en œuvre,  Coordination |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Effet 2: D’ici 2019, la cohésion sociale est facilitée par la justice transitionnelle, le dialogue communautaire inclusif, la culture et l’éducation pour la paix.***  **Lead : Gouvernement**  **Co-lead : MINUSMA/PNUD**  **Autres** : UNESCO, Affaires Civiles, UNICEF, HRD, ONU-FEMMES, ECU | # conflits inter et intra-communautaires identifiés  Base : 19, Cible : 0 | Cartographie mensuelle des conflits Affaires Civiles | La sécurité volatile  L’accès limité aux régions reculées  Duplication des projets | Coordination avec les partenaires nationaux, UNCT et les PTF  Identification et Analyse et des conflits  Renforcement des capacités  Financement  Suivi et évaluation |  |
| **Produit 2.1.Justice transitionnelle :**  Les capacités techniques des institutions en charge du processus de réconciliation et de ***justice transitionnelle*** et de la société civile sont renforcées pour promouvoir la réconciliation, le droit à la vérité, à la justice et à la réparation des victimes, y compris les femmes | **Indicateur 2.1.1** Nombre de textes réglementaires adoptés et mis en œuvre par les membres de la CVJR  Base : 0 ; Cible : 4  **Indicateur 2.1.2** % des cas investigués par la CVJR par rapport au nombre de cas de plaintes déposés.  Base : 0 ; Cible : 50%  **Indicateur 2.1.3** Nombre de recommandations émanant du CVJR sur l’administration de la justice et la réduction de l’impunité sont exécutées selon des standards raisonnables  Base: 0, Cible : 10  **Indicateur 2.1.4** Nombre de mesures des cas de réconciliation initiés par la CVJR qui sont mises en œuvre  Base : 0, Cible : 10  **Indicateur 2.1.5** Nombre de structures de la société civile, y inclus les organisations des femmes, qui participent au sein de la coalition pour la justice transitionnelle  Base: 05 ; Cible: 10  **Indicateur 2.1.6** Nombre de recommandations émanant du rapport de la Commission Internationale d’enquête mises en œuvre  Base: 0, Cible : 10 | Le rapport final de la CVJR est disponible et rendu public  Les décrets des nominations et d’application  Rapports de formation disponibles  Reports of the TJRC ; reports of international human rights mechanisms ; reports of HRD ;  Reports of the TJRC ; reports of international human rights mechanisms ; reports of HRD ;  Reports of the TJRC ; reports of international human rights mechanisms ; reports of HRD ;  Membership of coalitions  reports of international human rights mechanisms ; reports of HRD ; | Risque de la non reconnaissance des animateurs de l’institution par les mouvements armés en tant que parties au processus de négociation ;  Faible volonté politique des parties pour sa mise en place  Non applications des recommandations de la CVJR par le gouvernement  Manque de ressources pour la mise en œuvre des activités  Engagement insuffisant des acteurs nationaux  Le processus de nomination des membres n’est pas transparent  Emprise politique du Ministère de tutelle sur la CVJR  Le rejet de la CVJR par les bénéficiaires / communautés  La lourdeur administrative qui ralentie le décaissement des fonds | Plaidoyer  Assistance technique en expertise et consultation  Plaidoyer  Appui technique et logistique |  |
| ***Produit 2.2. Dialogue inter-/intra-communautaire :***  Les communautés disposent des capacités techniques nécessaires à la ***prévention et à la gestion des conflits communautaires***, au renforcement de la cohésion sociale, et de créer les conditions de retour des réfugiés et déplacés | **Indicateur 2.2.1** No de Cercles ayant des mécanismes de dialogue intercommunautaire et intracommunautaire mis en place.  Base : 0 Cible : 13  **Indicateur 2.2.2** Nombre de médiateurs et de médiatrices (communautaires issus de l’administration locale, de la société civile, et des communautés religieuses) formés en prévention/gestion des conflits à l’échelle communautaire  Baseline: 0 ; Cible : 200  **Indicateur 2.2.3 U**n réseau national de médiateurs et de médiatrices est mis en place  Base : 0 ; Cible : 1  **Indicateur 2.2.4** Nombre de réunions tenues par le groupe de travail cohésion sociale du cluster protection  Base : 1 Cible 10/an  **Indicateur 2.2.5** Nombre d’OSC et d’ONG nationales partenaires de la CVJR  Base:6 sur 30 Cible : 5 sur 15  **Indicateur 2.2.6** Nombre d’antennes de la CVJR mises en place et fonctionnelles  Base: 0 Cible : 9  **Indicateur 2.2.7** #/% de Comités de Gestion Scolaire (CGS) formés sur la gestion des conflits, la tolérance et la promotion de la paix.  Base : 0 Cible : 80% des CGS fonctionnels au Nord | UNICEF/ Direction Régionale du Développent Social (Ministère de la Solidarité, de l’Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord)  Rapports de formation ; Compte-rendu de réunions  Acte constitutif de la plateforme ou du réseau ; rapports de mise en œuvre des activités de la plateforme ou du réseau  Compte rendus de réunions  Décret de mise en place d’antenne régionale de la CVJR | Lourdeur organisationnelle qui entrave la tenue régulière des réunions | Mise en œuvre,  Coordination,  Financement,  Suivi et rapportage  Evaluation des capacités des collectivités territoriales |  |
| **Produit 2.3. Education à la culture de la paix :**  Les capacités techniques et matérielles des institutions (ministère de l’Education, Enseignement supérieur, syndicats d’élèves et d’enseignants) sont renforcées pour la promotion de ***l’éducation à la culture de la paix*** et droits de l’homme. | **Indicateur 2.3.1** Le programme décennal de développement du secteur de l’éducation (2016-2025) au Mali prend en compte l’analyse et la gestion des risques de conflit dans le système éducatif malien (Oui/Non)  Base : Non ; Cible :Oui  **Indicateur 2.3.2** # d’enseignants formés sur le sujet de l’éducation à la culture de la paix  Base : 0 ; Cible : 3000  **Indicateur 2.3.3** Nombre/% d’écoles dotées d’un plan et d’un mécanisme de prévention et de gestion de conflits.  Base : 0 Cible : 80% des écoles fonctionnelles au Nord  **Indicateur 2.3.4** Nombre de bibliothèques privées impliquées dans la recherche sur le savoir documentaire dans le domaine de la résolution de conflits  Base : 1, Cible :12 | UNICEF/ Ministère de l’Education (documents de politique et de stratégie éducative)  Rapports de formation ; rapports de suivi d’activités  Acte constitutif du mécanisme de prévention et de gestion des conflits dans les écoles | Situation sécuritaire dans le Nord1 – Faible engagement des acteurs nationaux  Manque de confiance entre les acteurs de mise en œuvre  Manque de capacités d’analyse en matière de conflits  Manque de ressources pour la préparation et la mise en œuvre de la plateforme  Reprise de la belligérance |  |  |
| **Produit 2.4. Patrimoine culturel :**  Le **patrimoine culturel** matériel et immatériel endommagé est réhabilité et des outils pour la promotion de la diversité et des expressions culturelles sont élaborés | **Indicateur 2.4.1** # du patrimoine culturel (sites du patrimoine, musées, bibliothèques de manuscrits) endommagé réhabilité  Base : 14 mausolées détruits, 8 bibliothèques privées endommagées ; 3 mosquées classées patrimoine mondial endommagées  Cible : 14 mausolées reconstruits ; 8 bibliothèques réhabilités, 3 mosquées réhabilitées  **Indicateur 2.4.2** Nombre de projets de réhabilitation menés en accord avec les normes de qualité internationales grâce à l’organisation d’ateliers de formation pour les acteurs du projet  Base : 0, Cible : 25  **Indicateur 2.4.3** % de manuscrits numérisés, traduits et diffusés auprès des communautés  Base : 15% Cible : 100%  **Indicateur 2.4.4** Nombre d’évènements culturels organisés suite au renforcement de capacités des acteurs régionaux et nationaux concernés  Base : 0 , Cible :5  **Indicateur 2.4.5** % d’éléments du patrimoine culturel immatériel inventorié  Base : 5 éléments classés patrimoine mondial, Cible : 50% du patrimoine immatériel des régions de Tombouctou, Kidal, Gao et Mopti inventorié | Réception des travaux de reconstruction et de réhabilitation  Rapports de formation et-de suivi  Outils et support de communication pour la promotion de la diversité culturelle  Inventaire sur le  patrimoine culturel immatériel | Conditions socio-politiques stables et favorables.  Retour des populations et du personnel des institutions.  Coopération effective entre les collectivités locales, les ONG impliquées et les structures nationales  Partenaires actifs et rigoureux dans la mise en œuvre des actions. | Mise en œuvre des travaux de reconstruction  Assistance technique  Plaidoyer |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Matrice des résultats UNDAF+ : Axe 2 Gouvernance** | | | | | |
| **Priorité nationale:** mise en place d’institutions fortes et crédibles | | | | | |
| **Effets UNDAF** | **Indicateurs, lignes de base, Cible** | **Moyens de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Rôle des Partenaires** | **Ressources indicatives** |
| ***Effet :***  ***Les institutions étatiques, nationales et locales, exercent de manière plus efficace leurs missions de service public et les acteurs non étatiques participent et assurent le contrôle citoyen en conformité avec les principes de bonne gouvernance et d’Etat de droit***  **Lead : Gouvernement**  **Agences et Sections MINUSMA :**  **Co-lead : PNUD, MINUSMA HRD/OHCHR ; Affaires Civiles**  **Autres** : UNICEF, ONU-FEMMES, UNFPA, UNHCR, UNCDF, OIM | Mo Ibrahim Index (Score)  Ligne de Base: 50.7 (2013), Cible: 55  % de la population qui supporte le processus démocratique  Nombre de incidents du violation de droits de l’homme lies au conflit et les violations du droit international humanitaire  Base 2012/2014 : 112 Target : 2019 0  Taux de participation générale aux élections y compris le taux de participation des femmes  Base : moins de 40%  Cible : +50 %  Taux de femmes candidates aux élections locales  Base : 16% (communales de 2009)  Cible : 30%  % des ressources de budget de l’Etat transféré aux collectivités.  base : 3,1 % (2010[[1]](#footnote-2))  Cible : 30 % [[2]](#footnote-3) | Rapport Mo Ibrahim  Afro Barometer  Transparency International  Rapport du MAEP (évaluation de la gouvernance)  Budget de l’Etat et des collectivités | La dégradation de la situation sécuritaire, politico institutionnelle pourrait menacer la stabilité du pays et éventuellement l’organisation des élections  Probabilité : faible  Mesure de mitigation : Les acteurs concernés ont marqué la volonté politique de rétablir la paix dans le Nord, restaurer l’autorité de l’État et le fonctionnement normal des institutions, promouvoir la réconciliation nationale dans le respect des principes de bonne gouvernance et de l’État de Droit. | Gouvernement du Mali  Formule, assure le pilotage, la mise en œuvre et le suivi -évaluation des politiques publiques définies dans le CSCRP et des différents documents de stratégies et politiques nationales en conformité avec les principes de bonne gouvernance et de respect de l’État de Droit.  Joue son rôle de détenteur d’obligations  Mobilise les ressources  Accroit les ressources des collectivités locales pour la mise en œuvre du plan d’action issu des États Généraux de la Décentralisation  • assure la transposition dans l’arsenal juridique national les conventions internationales en matière de lutte contre la criminalité, l’impunité, pour le respect des principes de bonne gouvernance, des droits de l’homme et de l’État de Droit.  Assure la disponibilité des ressources humaines dans les services appropriés  Assurer la prise en compte du Genre dans les budgets, programmes/projets  Les organisations de la société civile et les acteurs non étatiques :  participent et contribuent à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi des stratégies et documents nationaux de politique  Participent à la mobilisation des ressources  Facilitent la promotion du dialogue social.  Les partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux  Apportent un appui financier, technique (Renforcement des capacités/ Conseil) et programmatique.  Assurent le plaidoyer  **PTF :**  Pays Bas; Canada; Union Européenne; USAID; France. (plaidoyer, appui technique et financier)  **ONG**  CICR; AMDH; ABA ROLI; etc.:  PTF :  Canada, DFID, Suède, Allemagne, Danemark, Belgique, Pays-Bas  Gouvernement : Désignation des points focaux représentant les ministères membres du CIMPDH  OHCHR/HRD : Assistance technique en expertise et renforcement des capacités  OHCHR/HRD : Renforcement des capacités  Soutien politique pour faire accepter l’harmonisation avec les conventions internationales |  |
| **Produit 1 :**  Les capacités de ***l’Assemblée Nationale*** et des Structures de contrôle des Finances publiques (Section des Comptes de la Cours Suprême) sont renforcées en vue d’améliorer la redevabilité dans la gestion des politiques publiques. | **Indicateur 1.1** Nombre de propositions de loi soumises par l’Assemblée Nationale  base : 0 en 2014  Cible : 5  **Indicateur 1.2** : Nombre d’initiatives de contrôle de l’action gouvernementale prises par l’Assemblée Nationale.  Lignes de base : 2/an  Cible : 4/an.  **Indicateur 1.3** % des collectivités territoriales ayant fait l’objet d’un contrôle par la Section des Comptes de la Cour Suprême  base : 2%[[3]](#footnote-4)  Cible : Au moins 30% [[4]](#footnote-5) | Rapports / Journal de l’Assemblée  Rapport de la revue sectorielle Décentralisation et Développement Institutionnel (Ministère de la Décentralisation et de la Ville / Commissariat au Développement Institutionnel) |  |  |
| **Produit 2 :**  Les capacités de l’Etat, des OGE et OSC sont renforcées en vue de l’amélioration de la crédibilité des ***processus électoraux*** et d’une plus grande participation, notamment des femmes et des jeunes. | **Indicateur 2.1**: Nombre d’élections organisées avec un fichier électoral biométrique mis à jour  base : 0  Cible : 2 mises à jour  **Indicateur 2.2**: nombre d’OSC appuyées ayant mené des activités d’éducation civique en vue de l’amélioration de la participation citoyenne aux élections, notamment celle des femmes  base : 107 en 2013  Cible : Au moins 107 en 2018  **Indicateur 2.3 :** Nombre d’assistances fournies à l**’**Etat malien, aux OGE (DGE, CENI)  Base : 3 types : (Appui logistique, assistances techniques ; Appui sécuritaire)  Cible : 3 types (Appui logistique, assistances techniques ; Appui sécuritaire): | Rapports des Observateurs Résultats officiels des élections communales/régionales et législatives proclamées par les instances compétentes  (Cours et Tribunaux / Ministère de l’Intérieur)  Rapports d’activités des OSC  Rapports de suivi/supervision |  |  |
| **Produit 3 :**  Les stratégies et plans d’action disponibles sont opérationnalisés pour l’approfondissement de la ***décentralisation et la consolidation de la gouvernance locale***. | **Indicateur 3.1** : Nombre de régions qui disposent de contrats Plans/Projets signés et opérationnels avec l’Etat. [[5]](#footnote-6)  base : 0  Cible : 4 régions  **Indicateur 3.2** : nombre de collectivités renforcées pour la gestion équitable des ressources financières et humaines des anciennes et nouvelles compétences transférées  base :  Cible : | Rapport de la revue sectorielle Décentralisation et Développement Institutionnel (Ministère de la Décentralisation et de la Ville / Commissariat au Développement Institutionnel)  Rapport de la revue sectorielle Décentralisation et Développement Institutionnel (Ministère de la Décentralisation et de la Ville / Commissariat au Développement Institutionnel) | La non opérationnalisation des réformes envisagées pour approfondir la décentralisation |  |
| **Produit 4 :** Les capacités des institutions publiques (au niveau national, régional, sectoriel) pour la planification et la programmation axée sur l’évidence, le S&E et la production des données statistiques comparables et désagrégés sont renforcés | **Indicateur 4.1** # (ou %) de politiques, stratégies, plans, budgets clés appuyés par l’UNDAF+ qui sont équitable et axés sur l’évidence.    **Indicateur 4.2** # d’unités/services de planification/ S&E/statistiques avec une capacité technique renforcées pour la collecte, analyse, et utilisation des données désagrégées  Base : 5, Cible : 12  Instat, DNP, Services décentralisés  **Indicateur 4.3** Un compendium national des indicateurs effet et processus standardisé [TBD]  **Indicateur 4.4** # des enquêtes et études clés menés avec un rapport final publié sur les thématiques prioritaires appuyés par cet UNDAF+  **Indicateur 4.5** % d’enfants <1 an dont la naissance a été enregistrée | Politiques, guides, plans, budgets appuyé par cet UNDAF+ (nouveaux/révisés)  Compendium  Research outputs; Rapports finals  MICS, INSTAT ; Registres administratifs |  |  |
| **Produit 5 :**  Les capacités des ***organisations de la société civile*** et des médias sont renforcées en vue d’améliorer le contrôle citoyen, la redevabilité des institutions et la participation des femmes et des jeunes dans la vie publique. | **Indicateur 4.1** : Nombre des structures faitières et plateformes de la société civile ayant bénéficié de renforcement des capacités sur les techniques de contrôle citoyen.  base : 20 ; Cible: 62  **Indicateur 4.2** : Nombre d’initiatives entreprises par des structures faitières et plateformes pour influencer les systèmes de gouvernance et les politiques publiques prenant en compte l’équité et l’égalité du genre.  base : 0 ; Cible : 5 (soit 1/an)  **Indicateur 4.3** : Nombre d’émissions, articles, publications en rapport avec le contrôle citoyen  base : 0  Cible : 10 (soit 2 rapports/an sur différents sujets en rapport avec la gouvernance) | Rapports annuels des organisations faitières et plateformes des OSC et des médias  Plateforme E-OSC | Difficultés de mise en œuvre des accords de paix; persistance de l’insécurité ;  Absence de système efficace de motivation des acteurs ;  Persistance de la corruption |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Matrice des résultats UNDAF+ Axe 3 : Services Sociaux de Base** | | | | | |
| **Priorité nationale :** reconstruction de l’école malienne et mise en œuvre d’une politique active de développement social | | | | | |
| **Effets UNDAF** | **Indicateurs, lignes de base, Cible** | **Moyens de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Rôle des Partenaires** | **Ressources indicatives** |
| ***Effet :* D’ici 2019, les populations, en particulier les femmes et les enfants les plus vulnérables et celles affectées par les crises, ont un accès accru et équitable et utilisent les SSB de qualité**  **Lead : Gouvernement**  **Co-lead : UNFPA, UNICEF,**  **Autre :**  **OMS, PAM, UNESCO, ONUSIDA, ONUFEMME, FAO, UNHCR ; OCHA ; PNUD ; Banque Mondiale** | Prévalence contraceptive.  Base : 10 % *(EDS-M V* 2012); Cible : 15 %]  Prévalence de l’excision chez les femmes âgées de 15 à 49 ans  [B : 91% (EDSM V 2012). ; Ci 65%]  Taux d’accouchement assisté par un personnel qualifié ; Base : 56% (2013); Cible : 65%  Prévalence du mariage précoce (jeunes filles de moins de 18 ans) dans les localités d’intervention. . Base: 60,8 (MICS 2010) Cible: 58 %  Prévalence de la malnutrition chronique. [Base : 28% ; Cible : 23%]  Taux de couverture en ARV chez les adultes et enfants infectés par le VIH : Donnée de base adulte (estimation fin 2013) = 50% Cibles 90% en 2017 (selon le cadre stratégique national 2013 - 2017)  Donnée de base enfant (estimation fin 2013) = 21% cibles 85% en 2018 (selon le plan national d’élimination de la transmission mère enfant du VIH 2015 – 2019)  Taux de prévalence du VIH/SIDA chez les jeunes de 15à 24 ans. Base 0,8 % ; Cible: 0,6%  Taux d’achèvement du primaire ; Base : 59% cible : 70%  Taux de Préscolarisation (taux brut) :: [Base : 3.6% ; Cible : 10%] ;  Taux brut/ d’’admission au premier cycle du fondamental pour les F/G) : G: [Base : 80.1 % ; Cible : 85%] ; F : 69.2 %) [Base : 55 % ; Cible : 85 %] ; Primaire (Taux brut/net de scolarisation, F/G) : G: [Base : 76.4% ; Cible : 90%] ; F : [Base : 64.0 % ; Cible : 90 %] | Enquête MICS  Enquête EDS  Annuaires Statistiques des secteurs Éducation; santé  PRODESS 14-18  Rapport d’évaluation SONU  Rapport annuel de la DNS  Rapports SIS  Rapports d’activités conjoints  Plan SR  SISO | **Hypothèses :**  Disponibilité de ressources (matérielles, financières et humaines)  Maitrise des effectifs des populations déplacées et d’accueil  Risques :  instabilité politique et institutionnelle**.**  Persistance de la crise sécuritaire  insécurité dans les zones d’intervention  Persistance des barrières socioculturelles | **S’applique à tous les produits**  **Gouvernement** :  Leadership, financement, mise en œuvre et S/E, coordination  **Collectivités locales** :  Maîtrise d’ouvrage du développement local dans le domaine de la santé  **Société Civile** : prestation de services, suivi / évaluation sur le terrain, plaidoyer  **Communautés :** mobilisation sociale en faveur des populations surtout des déplacés dans les zones d’accueil  Secteur privé : mobilisation de ressources additionnelles |  |
| **Produit 1 :**  Les femmes, enfants et jeunes? en particulier les plus vulnérables utilisent un paquet intégré **de services de santé** de qualité | **Indicateur 1.1** Taux de couverture vaccinale en Penta valent 3 des enfants 12-23 mois (identification district les plus faibles UNICEF/OMS  [Base : 74% ; Ci 90%]    **Indicateur 1.2** : Taux d’utilisation des services curatifs.  Base : 0.35 nouveau cas/an/habitant en 2013  Cible : 0,40 nc/hbt/an  **indicateur 1.3** :  % de CSCOM offrant les services de SONUB  [B : 7,14 % ; Cible 30 %]  % de besoins non satisfaits en contraception ; Base : 26 %  (2013) Cible : 23 %  Adolescentes : base : 23,3% cible : 20%  **Indicateur 1.4** : Proportion de services de PF n’ayant pas connu de rupture de stock durant les six derniers mois  Base : 57% Cible : 90%  **Indicateur 1.5** : Taux de rupture de stock de médicament du panier commun  Base : 30,5 %  (2013); Cible : 10%  **Indicateur 1.6** : Pourcentage de districts ciblés mettant en œuvre la CPS (Chimio prévention du paludisme saisonnier) contre le paludisme  Base : 39% % Cible : 100 %  **Indicateur 1.7** : pourcentage de structures sanitaires assurant la surveillance des facteurs de risque de maladies non transmissibles.  Base : 5%    cible : 30%  **Indicateur 1.8** : Taux de couverture en  VAR :  Base : 81 % (2013) Cible 90% (désagrégation H/F)    **Indicateur 1.9** : % de structures de santé mettant en œuvre le paquet minimum WASH  (Base : 0% Cible : 25%)  **Indicateur 1.10** : Proportion de la population exposée au ver de Guinée  Base : 39% cible :0% | Enquête MICS  Enquête EDS  Enquête Sécurité Alimentaire  Enquête Dépenses de Ménages  Annuaires Statistiques des secteurs, Santé  Données de couverture des Programmes  Rapport d’évaluation SONU  Rapport annuel de la DNS  SIS | Insécurité dans les zones d’intervention  Diminution des ressources financières |  |  |
| **Produit 2*:***  Les populations, en particulier les plus vulnérables ont accès à des services de qualité de prévention **et de prise en charge du VIH et du Sida**. | **Indicateur 2.1** : Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans connaissant les moyens de prévention de la transmission sexuelle du VIH et qui rejettent les principales idées fausses concernant la transmission du virus.  [Base: Homme 33, Cible : 40 ; Femme 23.7, Cible 33]  **Indicateur 2.3** : Taux de couverture en PTME (% de femmes enceintes séropositives attendues et leurs enfants qui reçoivent les ARV pour réduire la transmission mère enfant du VIH).  Base : 60% (estimation fin 2012) ; Cible : 90% en 2018 (selon le plan national d’élimination de la transmission mère enfant du VIH 2015 – 2019) | Enquête MICS  Enquête EDS  Enquête Dépenses de Ménages  Annuaires Statistiques des secteurs Santé  Données de couverture du Programme  Cadre stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA 2013 – 2017  Plan national d’élimination de la transmission mère enfant du VIH 2015 – 2019 | Situation d’insécurité/ conflit armé dans les zones d’intervention  Diminution des ressources financières  Mauvaise gouvernance |  |  |
| **Produit 3**  Les mères et les enfants, particulièrement les plus vulnérables ou affectées par les crises alimentaire et nutritionnelle, bénéficient d’un **paquet complet d’interventions nutritionnelles** au niveau des communautés et des services [] | **Indicateur 3.1** pourcentage d’enfants souffrant de la malnutrition pris en charge dans les centres nutritionnels  (base : 57% 2013, cible : 80%)  **Indicateur 3.2** : prévalence de l’insuffisance pondérale  [Base : 19% ; Cible : 10%]  **Indicateur 3.3** : Prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6-59 mois  (base : 12.7% EDSM V, cible : 8%)  **Indicateur 3.4** : Proportion de femme ayant un IMC <18,5] [Base : 5.3% ; Cible : 4.1%] | Enquête MICS  Enquête EDS  Enquête SMART  Annuaires Statistiques des secteurs Santé  Données de couverture des Programmes  Enquêtes SMART | Insécurité dans les zones d’intervention  Diminution des ressources financières  Situations de crise |  |  |
| **Produit 4 :**  Les enfants d’âge préscolaires et scolaires et les jeunes, particulièrement les plus vulnérables **ont accès à une éducation de base de qualité** | **Indicateur 4.1**  Nombre de garçons et de filles non scolarisés et déscolarisés bénéficiant d’opportunités d’intégration dans l’enseignement formel ou d’opportunités d’alphabétisation/formation professionnelle.  Base : 1 200,000 enfants non-scolarises/déscolarises ; Cible: 600,000 enfants non-scolarisés/déscolarisés)  Taux de transition primaire secondaire  Base : Cible :  **Indicateur 4.2** Nombre/Pourcentage d’écoles appliquant les normes et les standards d’un enseignement de qualité  TOTAL : [7% = 900 écoles; Cible: 20% = 2,500 écoles] ;  **Indicateur 4.3** Pourcentage de garçons et de filles affectés par des situations d’urgence bénéficiant d’un accès continu à une éducation de qualité  G: [Base: *non disponible*; Cible: 100%];  F: [Base: *non disponible*; Cible: 100%] ;  TOTAL : [Base : 80%; Cible: 100%] ; | Enquête MICS 2010  Enquête EDS  Enquête Dépenses de Ménages  Annuaires Statistiques  Cluster Education | Insécurité dans les zones d’intervention  Diminution des ressources financières |  |  |
| **Produit 5**  Les groupes vulnérables (jeunes filles, garçons et femmes) bénéficient de protection et de prise en charge adéquate contre les violences, abus et exploitation | **Indicateur 5.1** Nombre de victimes de viols prises en charge  Base : 626 Cible: non déterminé  **Indicateur 5.2** : Taux d’enregistrement des naissances  [Base : 81% ; Cible : 86 %]  **Indicateur 5.3** : Proportion des filles mariées avant 15 ans et avant 18ans  Avant 15 ans : Base : 20%% ; Cible : 18%]  Avant 18ans : Base : 50% ; Cible : 48 %]  **Indicateur 5.4** : Taux de prévalence des Mutilations Génitales Féminines chez les tranches d’âge (0-14ans ; et 15-49ans)  15-49ans [Base : 91% ; Cible : 86% %]  0-14ans [Base : 69% ; Cible : 64%]  **Indicateur 5.5** : Nombre de survivant(e)s de VBG prises en charge médicale, psychosociale, légale] (désagrégation par type d’appui)  Base : 3542 Cible 12000  Aide légale : Base 31  **Indicateur 5.6** Nombre de législation spécifique adoptée sur les VBG  [Base : 0 ; Cible : 1 | Enquête MICS  Enquête EDS  Annuaires Statistiques  rapport annuel sous-cluster VBG | Engagement politique national  Pesanteurs socio-culturelles |  |  |
| **Produit 6**: les groupes vulnérables bénéficient de services **de protection sociale adéquat** | **Indicateur 6.1** : Existence d’un cadre politique et juridique de protection sociale réformé (Non /Oui)  [Base : cadre politique et juridique non réformé ;  Cible : disponibilité d’un cadre politique et juridique réformé]  **Indicateur 6.2** ; Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé  Base 4% 2012 cible : 5%  **Indicateur 6.3** : Nombre de ménages vulnérables bénéficiant d’un transfert monétaire  Base : 4761 ; Cible 122 000 | Rapports sur la protection sociale au Mali | Accroissement de la pauvreté  Explosion démographique |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Matrice des résultats UNDAF + : Axe 4 Croissance Inclusive et Développement durable** | | | | | | |
| **Priorité nationale**: construction d’une économie émergente | | | | | | |
| **Résultats UNDAF** | **Indicateurs, lignes de base, Cible** | **Moyens de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Rôle des Partenaires** | **Ressources indicatives** | | |
| ***Effet : Les populations défavorisées particulièrement les femmes et les jeunes, bénéficient de capacités et d’opportunités productives accrues, dans un environnement sain et durable, favorable à la réduction de la pauvreté***  **Lead : Gouvernement**  **Agences et Sections : MINUSMA :**  **Co-lead :** S&R, ECU  **PNUD & FAO**  **Autres** : UNICEF, CNUCED, ONUDI, FIDA, UNFPA, PAM, OMS, BIT, UNHABITAT, UNEP, UNCDF, ONU femmes | Taux d’insécurité alimentaire  Base : 29% Cible : 14%  Taux de chômage :  Base : 10% (population en âge de travailler) Cible : 5 %  Taux de croissance économique :  Base : 1,7% (2013) Cible : 7% (2019)  Taux de pauvreté**:**  Base: 43,6% Cible : 21% | Enquête HEA/SMART/ENSAN/Cluster SA/N  RNOMD, RNOMD, Rapport Afrique OMD  RNDH/RMDH  AEO, Rapports missions FMI  Notes de conjoncture | R : Insécurité sur le territoire; instabilité politique  H : Cohésion nationale; Inclusion | UN : Appui technique (formulation et appui à la mise en œuvre) aux politiques de lutte contre la pauvreté  Gouvernement : Leadership du dialogue GdM/PTF (dont UN) |  | | |
| **Produit 1 :**  Les populations défavorisées et les exploitations familiales bénéficient de compétences techniques, **de moyens et d’activités génératrices de revenus pour améliorer la sécurité alimentaire** et nutritionnelle. | **Indicateur 1.1** Nombre de femmes et d’enfants ayant bénéficié d’assistance alimentaire par rapport à la population totale affectée par l’insécurité alimentaire  base assistance alimentaire: 1,23 millions (2013) cible : 600 000  **Indicateur 1.2** Nombre de bénéficiaires de projets d’AGR opérationnalisés dans les zones affectées par l’insécurité alimentaire et nutritionnelle  Base : 5 331 personnes  Cible : 10 000 | Enquête HEA/SMART  Enquête ESAN  MICS  ESAN Enquête Sécurité Alimentaire et nutritionnelle (SCA, PAM, Cluster)  CNSVA (FAO) -- production  Indicateur CSCRP  Programme data  Observatoire (ODHD)  INSTAT | Stabilité de la situation sécuritaire  Changement climatique  Risque de catastrophes  Participation et adhésion des bénéficiaires | UN : Assistance technique  Apport de ressources  Suivi-évaluation  Gouvernement : Encadrement technique en nombre et en qualité  Ressources financières  Supervision |  | | |
| **Produit 2 :**  Les structures étatiques, le secteur privé, la diaspora et la société civile disposent de compétences techniques et de moyens pour améliorer **les capacités productives et commerciales** pour impulser une croissance verte et inclusive | **Indicateur 2.1** Une instance nationale (CSSP, CPI) de pilotage du dialogue public -privé opérationnalisée  Base : 0  Cible : 1  **Indicateur 2.2** Nombre de réformes de l’environnement des affaires appuyées  Base : 0  Cible : 5  **Indicateur 2.3** La stratégie de croissance accélérée opérationnalisée  Base : 0  Cible : 1  **Indicateur 2.4** Nombre de structures publiques-privés ayant développé des plans en vue d’une croissance verte et inclusive  Base : 2  Cible : 3    **Indicateur 2.5** Nombre de chaînes de valeur dans l’agroalimentaire développées  Basel : 4  Cible : ?  **Indicateur 2.6** Volume d’exportations des produits non traditionnels (y inclus mangue, karité)  Baseline : 24,697 T/mangues (2013)  Cible : 35,000 T mangues | Rapport Comptes économiques du Mali  Enquêtes sectorielles  Rapport d'évolution du chiffre d'affaire des entreprises soutenues  L'amélioration du climat des affaires (rapport Doing business) |  |  | |  | |
| **Produit 3**La mise en œuvre des politiques nationales de **création d’emplois et d’entreprenariat féminin favorise une meilleure insertion socio-économique** des jeunes et des femmes. | **Indicateur 3.1** Nombre d’emplois générés pour les jeunes et les femmes dans les zones affectées par la crise  Baseline : 0 ; Cible : 500  **Indicateur 3.2** Nombre de femmes et de jeunes ayant bénéficié de l’appui financier des Structures de financements décentralisés (SFD)  Baseline :  Cible : | Rapport compte BSI  Rapports SFD  Rapport de mise en œuvre | Déficit de données statistiques régulièrement produites et désagrégées sur le  travail et l’emploi ;  • Insuffisance de collaboration/coordination/synergie des actions des services  techniques des départements en charge de l’emploi des jeunes et du travail et faible  cohérence des différentes interventions dans le domaine de l’emploi des jeunes | Gouvernement :  Encadrement technique en nombre et en qualité  Ressources financières  Supervision  PTFs  Assistante technique et financière dans le cadre de la Coopération bilatérale et multilatérale | |  | |
| **Produit 4 :** Les populations vulnérables bénéficient d’un meilleur cadre de vie à travers un **accès durable à l’eau et un assainissement adéquat** | **Indicateur 4.1** Pourcentage de la population ayant accès à une source d’eau améliorée  B : 67% C : 82% urbain/rural à déterminer  **Indicateur 4.2** Pourcentage de la population ayant accès à des infrastructures sanitaires améliorées  B : 22% C : 40% urbain/rural **à déterminer**  **Indicateur 4.3** Pourcentage de la population ayant recours à la défécation à l’air libre  B : 13% C : 5%  **Indicateur 4.4** % de collecte et de traitement des déchets solides pour Bamako ;  Base: 45% en 2006  Cible : 50% en 2019  **Indicateur 4.5** % de ménages à Bamako disposant d’un contenant pour les déchets solides  Base : 12% en 2006  Cible : 20 % en 2019  Indicateur 4.6 % de ménages disposant d’un contenant pour les déchets solides dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal  Base : 0  Cible : 4 % | MICS (2015, 2018)  EDS  JMP  DSUVA : Stratégie nationale de gestion des déchets solides au Mali (2006)  DNACPN : Stratégie nationale de gestion des déchets solides au Mali (2006)  Jugement d’experts  Rapports sur l’état de l’environnement;  Études stratégiques pour orientations futures  Profil environnemental du Mali | Risque : instabilité politique et sécuritaire  Hypothèse : Mise en œuvre correcte des politiques sectorielles | Accompagnement technique et financière | |  | |
| **Produit 5 :** La résilience des populations face aux changements climatiques est renforcée par la mise en œuvre des politiques de promotion **de l’utilisation accrue des énergies nouvelles et renouvelables, l’efficacité énergétique par des mesures d’adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophes** | **Indicateur 5.1** % des énergies renouvelables utilisées dans la consommation nationale d’énergie ;  Base : 5% en 2009  Cible : 10% en 2019  **Indicateur 5.2** Nombre de villages bénéficiaires de technologies d’énergie solaires:  Base : 100 en 2011  Cible : 200 en 2019  **Indicateur 5.3** % des producteurs agricoles utilisant des variétés adaptées aux changements climatiques ;  Base : 30% en 2014, Cible : 35% en 2019  **Indicateur 5.4** % producteurs agricoles utilisant des techniques de maîtrise et de gestion d’eau et/ou des techniques de gestion durable des terres.  Baseline : 15%, Cible : 20%  **Indicateur 5.5** La plateforme de gestion des catastrophes opérationnalisée  Base: 0 ; Cible : 1  **Indicateur 5.6** Nombre de politiques et plans sectoriels ayant intégré la Réduction des Risques de Catastrophes :  Base: 0 ; Cible : 2  **Indicateur 5.7** Nombre de comités communaux et locaux de RRC mis en place et opérationnels  Base : 0, Cible : 15 | Politiques et plans d’action  Rapports du Ministère de l’Énergie et de l’Eau, de la DNE et du CNESOLER  Communications nationales dans le domaine des changements climatiques;  Rapports sur l’état de l’environnement  Annuaire statistique du secteur de l’énergie  Rapports de la Direction Nationale de l’Agriculture;  Communications Nationales sur les changements Climatiques (AEDD);  Rapports de la direction Nationale de l’Hydraulique  Rapports d’activités de la plateforme  PV de formation  PV de formation  Nombre de cahiers de charge élaborés et mis en œuvre  Compte rendu des Conseils des Ministres  PV de mise en place | Risque : instabilité politique et sécuritaire  Hypothèse : services de vulgarisation fortement impliqués.  Hypothèse : Assemblée Nationale et Autorités décentralisées fortement engagées.  Hypothèse : Mise en œuvre correcte des politiques sectorielles  Déficit de données statistiques  Manque de volonté politique éventuel d’accorder la priorité à ce produit  Le DDR et la résilience sont des thématiques transversales qu’on ne peut se contenter de mesurer dans le seul domaine environnemental  Stabilité politique.  Autorités politiques sensibles à la RRC | Accompagnement technique et financier  Encadrement technique  Financement | |  | |
| **Produit 6 :** Les populations et les autres acteurs affectés par la **désertification et la déforestation bénéficient de capacités accrues pour gérer de manière durable les ressources naturelles** et protéger la biodiversité et les écosystèmes | **Indicateur 6.1** Superficie des aires protégées  Base : 100000 ha en 2010  Cible : 131220 ha (2019)  **Indicateur 6.2** Bilan des émissions/absorptions de gaz à effet de serre dans le secteur du changement d’affectation des terres et de la foresterie  Base: -42318 Giga grammes de CO2  Cible : -65646 Giga grammes de Co2  **Indicateur 6.3** Nombre de projets mis en œuvre à travers le Fonds Climat Mali  Base : 3; Cible : 25 | Communications Nationales sur les changements Climatiques;  Communications Nationales sur les changements Climatiques (AEDD);Jugements d’experts Communications Nationales sur les changements Climatiques (AEDD)  Documents de projets | instabilité politique et sécuritaire  Mise en œuvre correcte des politiques sectorielles |  | |  | |

1. La Décentralisation au Mali : Etat des lieux et Perspectives FMI 2014 [↑](#footnote-ref-2)
2. Plan d’action Etats Généraux Décentralisation [↑](#footnote-ref-3)
3. 15 collectivités contrôlées sur 761 [↑](#footnote-ref-4)
4. Soit 228 collectivités contrôlées [↑](#footnote-ref-5)
5. Cet indicateur est tiré du Plan d’actions issu des recommandations de la Décentralisation [↑](#footnote-ref-6)